

Société des loteries et des jeux de l'Ontario :

Casinos, loteries et jeux en ligne

J'aimerais vous parler de notre audit de la **Société des loteries et des jeux de l'Ontario** (OLG) et de son rôle dans les **casinos, les loteries et les jeux en ligne**.

OLG est l'une des plus importantes sources de revenus non fiscaux de l'Ontario.

En 2021-2022, OLG est intervenue pour près du quart des revenus non fiscaux de 6,4 milliards de dollars générés par des entreprises publiques.

Notre audit a permis de déterminer si les modalités de surveillance et de fonctionnement instaurées par OLG favorisent la mise sur pied et l'exploitation des jeux de loterie, des jeux en ligne et des casinos de façon judicieuse, fructueuse, équitable et socialement responsable.

L'audit a également révélé qu'à la suite de la privatisation des casinos, en 2019-2020, la part gouvernementale du bénéfice net provenant des recettes tirées des jeux de casino a régressé de 55 millions de dollars.

D'après nos constatations, OLG a sapé la crédibilité de son propre processus d'approvisionnement en omettant de tenir les exploitants de casinos responsables des engagements financiers qu'ils avaient pris par contrat.

Ces dernières années, OLG a fait appel par contrat à des exploitants de casinos du secteur privé dans huit de ses neuf régions de jeu et s'attendait à ce que les revenus annuels augmentent et contribuent à accroître les profits de la province.

Après avoir obtenu des engagements contractuels en matière de revenus des exploitants de casinos, OLG a par la suite consenti à réduire les projections financières à leur demande.

C'est donc dire qu'OLG n'a maximisé ni les bénéfices provinciaux ni les dépenses en immobilisations du secteur privé.

De plus, OLG n'a pas rempli son engagement contractuel de verser aux Premières Nations une part des recettes des casinos non liées aux jeux, après avoir signé des contrats avec des exploitants privés de casinos à qui elle a versé toutes ces recettes-là.

Les tribunaux ont ordonné à OLG de verser aux Premières Nations, de façon continue, 1,7 % du total des recettes non liées aux jeux.

En novembre 2021, OLG a donc versé aux Premières Nations 7,4 millions de dollars en paiements manqués et intérêts ainsi que 2,6 millions de dollars pour le remboursement des frais judiciaires.

Il ressort également de notre audit que ni OLG ni la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, organisme provincial de réglementation, n'assurent l'intégrité des machines à sous.

Il revient aux exploitants de casinos du secteur privé d'exercer la surveillance à ce chapitre et d'en faire rapport eux-mêmes.

Voici d'autres constatations présentées dans notre rapport :

- ni OLG ni les exploitants de casinos n'ont instauré des processus et mesures de contrôle interne permettant d'empêcher adéquatement le blanchiment d'argent dans les casinos;
- malgré la forte croissance des jeux en ligne, les joueurs en ligne ne se servent pas des outils de jeu responsable d'OLG.

Notre rapport contient 25 recommandations à l'intention d'OLG portant sur la nécessité :

- de tenir les exploitants de casinos responsables de leurs engagements financiers;
- de surveiller régulièrement les rapports de paiement des machines à sous et de prendre les mesures correctives nécessaires afin que les normes minimales de paiement soient respectées;
- de cibler les joueurs présentant le plus grand risque de jeu pathologique en ce qui touche le soutien éducatif et les outils de restriction.

Vous pouvez lire le rapport en question au www.auditor.on.ca/index-fr.html.